

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 157. — 13 juillet 1963

PAS D'AMNISTIE pour
les chefs de l'OAS (Page 3)

CHINE-URSS: Un monde
qui s'écroule (Page 5)

ALERTE AUX DROITS SYNDICAUX

Le malaise
agricole
persiste...

Le projet de limitation du droit de grève dans les services publics n'est que le début d'une offensive contre les organisations syndicales

Le gaullisme veut démanteler les conquêtes de la classe ouvrière

MULHOUSE :

Grosses difficultés
dans la
métallurgie

(Lire page 2)



(Agip.)

Les producteurs de pommes de terre de la région de Saint-Malo, mécontents de la mévente de leur production et de la faiblesse des cours, ont envahi la ville avec leurs charrettes chargées de pommes de terre (photo ci-dessus), qu'ils ont déversées dans les rues, et il s'en est suivi des embouteillages monstres.

D'autre part, en Provence, la colère renaît et le comité de vigilance Vaucluse-Bouches-du-Rhône (35.000 producteurs) a décidé de convoquer deux rassemblements paysans pour la fin de la semaine. Une délégation envoyée à Paris réclamera des prix minimum pour la pomme de terre et les tomates et l'arrêt des importations des prunes, pommes, pêches, poires et raisins de table. (Lire page 4.)

MILLAU :

Victoire
totale
grâce
à l'unité

(Lire page 2)

MULHOUSE : Difficultés dans la métallurgie

(De notre correspondant particulier dans le Haut-Rhin)

NOUS avons déjà relaté les mues importantes qui se produisent dans le Haut-Rhin. De 1954 à 1963, environ 165 usines ont fermé leurs portes. Elles employaient, en chiffres ronds, 8.000 personnes. Pendant la même période, 80 nouvelles fabriques ont été ouvertes mais employant, en tout, beaucoup moins de personnel. Ces dernières usines se trouvent vers l'Est, au bord du Rhin ; les entreprises fermées se trouvaient surtout dans les vallées. Sur un total, dans le textile, de 40.000 salariés,

nous avons déjà indiqué qu'en ces neuf ans, 8.000 avaient perdu leur emploi. On s'attend encore, dans les trois années qui viennent, à voir disparaître 4.700 autres emplois.

Les travailleurs avaient placé leurs espoirs dans l'essor de l'industrie électrique, celles de la mécanique et des métaux. On constate qu'elles sont maintenant en perte de vitesse. Les espoirs sont cruellement déçus.

Les pouvoirs publics, par suite de l'effort insuffisant pour la formation technique du personnel qualifié — car il manque d'écoles professionnelles, de centres d'apprentissage, etc. — portent une part de responsabilité

dans cet état de choses. Quant à certains représentants des patrons — qui, eux, ne se plaignent pas de voir un plus grand nombre de travailleurs « disponibles » — ils ont la même mentalité que ceux de l'Etat qui pensent que les problèmes se règlent tout seuls.

Et voilà que la plus grosse entreprise industrielle de Mulhouse, entreprise qui occupe plus de 8.000 ouvriers, employés et cadres, va licencier 300 personnes. Le nombre des heures de travail va être réduit. Les listes ne seraient d'ailleurs pas définitives. On comprend ce que cela veut dire.

En présence de plusieurs centaines d'ouvriers, d'employés, de

techniciens et de cadres, eut lieu, jeudi soir, dans la salle du cinéma Rallye du Drouot, une première réunion où P. Bringer, secrétaire du Comité d'entreprise, crétaire du Comité d'entreprise, J. Haas, membre de l'Union départementale de la C.F.T.C., y parlementaire la parole, ainsi que dans la salle, Wagner et Rémy, de la C.G.T. Ces derniers réclamèrent une unité d'action de tous les ouvriers, employés et cadres et l'organisation d'une grande manifestation de protestation.

Une motion, adoptée à l'unanimité, sera remise à la direction et aux représentants des pouvoirs publics. Nous tiendrons nos lecteurs au courant du développement de la situation.

MILLAU : UNITÉ ÉGALE VICTOIRE

(De notre correspondant à Millau, J. FORTIER)

« **C**EST grâce à vous, les femmes, que nous avons remporté cette victoire ». C'est en ces termes que fut salué, le succès de la population gantière millavoise.

Effectivement, la combativité admirable de nos compagnes de travail qui rejoignent en grand nombre les syndicats abattant tous les tabous, a permis l'union de la classe ouvrière et sa victoire qui efface l'échec de 1935.

C'est en s'appuyant sur celles-ci et sur la jeunesse que la C.G.T., dès la mi-juin relança le mouvement un instant compromis par quelques syndicalistes inexpérimentés.

ACCORDS A SUD-AVIATION ET CHEZ NEYRPIC

LA semaine dernière a vu des accords mettre fin à deux conflits qui duraient depuis des mois et dont le caractère spectaculaire leur avait donné un retentissement dépassant le cadre de l'entreprise qui en était le théâtre : il s'agit du conflit de Sud-Aviation à Toulouse et du conflit Neyrpic à Grenoble.

Le 4 juillet, un accord était signé à Paris entre la direction de Sud-Aviation et les délégués syndicaux de cette entreprise. Le lock-out était levé à Toulouse et la plupart des ouvriers reprenaient le travail vendredi dernier.

Pour les usines de Toulouse, les salaires du personnel sont augmentés plus qu'il n'était prévu précédemment, afin de combler plus rapidement un retard qui, à l'origine, devait être rattrapé en un an. Par ailleurs, l'accord porte sur l'amélioration de la prime de vacances et sur la récupération des heures perdues par les ouvriers victimes du lock-out.

Chez Neyrpic, le patronat a également reculé après des négociations laborieuses menées à la préfecture de l'Isère. L'accord d'entreprise, qui avait été dénoncé le 13 décembre dernier par M. Glasser, président-directeur général, est renouvelé. Les augmentations de salaires obtenues sont plus importantes que celles octroyées par la direction le 31 mai. De plus, le comité d'entreprise sera consulté avant tout transfert de fabrication et la direction s'est engagée à réduire les licenciements qu'elle avait décidés antérieurement.

Autre accord : celui intervenu aux Charbonnages de France sur la durée des congés payés, après de longues discussions faisant suite à l'accord du 3 avril mettant fin à la grève. Le cas des mineurs de surface est dissocié de celui des mineurs de fond qui auront droit à cinq semaines de congé après vingt ans d'ancienneté.

Quant aux syndicats des usines Peugeot, à Sochaux et à Montbéliard, ils poursuivent une lutte difficile pour la réintégration des cinq délégués licenciés à la suite d'un arrêt de la cour de Besançon. M. C.

L'adhésion d'emblée au mouvement des éléments conscients des autres organisations syndicales permit rapidement de refaire l'unité avec celles-ci.

Sous l'impulsion du camarade Habert, des débrayages avec remises aux patrons de pétitions réclamant la quatrième semaine de congés payés et des meetings journaliers ont contraint un patronat de combat, mené par des hommes politiques utilisant une presse à sens unique pour publier des communiqués calomnieux à accepter un arbitrage de la sous-préfecture.

Vendredi 5 juillet, ils durent céder et nous accorder une augmentation de salaire de 5 % à partir du 1^{er} juin, et 2 % au 1^{er} novembre, la quatrième semaine de congés payés pour 1964, une compensation à celle-ci pour 1963 (le plan de production ne permettant pour cette année une fermeture de quatre semaines consécutives) et un rendez-vous pour fin septembre.

Démonstration est faite, que l'on peut faire confiance à la classe ouvrière, que l'unité est payante et que nos camarades du P.S.U. également à la pointe du combat, unis avec tous, peuvent augurer favorablement de l'avenir en vue d'autres unités.

La CGT entend développer son influence parmi les cadres

NOUS avons fait état d'une statistique publiée récemment par la Fédération des ingénieurs et cadres C.F.T.C., statistique basée sur les résultats des élections professionnelles dans un certain nombre de corporations et qui tendait à démontrer que la C.F.T.C. était l'organisation la plus représentative des cadres. Il en est résulté une polémique avec la C.G.C. qui a prétendu être, lors de son congrès, l'expression des nouvelles « classes moyennes ». L'absence de statistiques précises en matière de représentation professionnelle des cadres ne permet pas de trancher un tel débat, d'autant plus que la C.G.T. et F.O. ont aussi la confiance d'un certain nombre de cadres, en particulier dans le secteur public où la C.G.C. est à peu près inexistante.

C'est ce que faisait observer René Le Guen, secrétaire de l'Union générale des ingénieurs et cadres (U.G.I.C.), adhérente à la C.G.T. Il soulignait également que son organisation, qui est de loin la plus représentative à E.D.F.-G.D.F. ou dans la marine marchande, avait aussi obtenu des succès dans les dernières élections professionnelles des deuxième et troisième collèges (notamment dans les

usines d'aviation et chez Renault) et ajoutait que la répression ne permet pas à la C.G.T. de présenter dans toutes les entreprises des candidats au deuxième collège.

Insistant sur l'augmentation du nombre des cadres dans tous les secteurs industriels (il a par exemple doublé en dix ans à l'E.D.F.), l'orateur s'est attaché à mettre en lumière les changements intervenus ces dernières années dans la mentalité des cadres. A l'esprit d'autorité traditionnelle du néo-capitalisme entend substituer un esprit d'entreprise et le souci des « réalisations humaines », qui ne visent pas moins à intégrer les cadres au régime. Selon la revue patronale *Entreprise*, les cadres et techniciens de l'industrie doivent assurer « la relève des cadres classiques du pays » (avocats, médecins, notaires, etc.).

Cependant la conférence nationale des cadres C.G.T., qui s'est tenue en mai dernier, a souligné le fait que « les conditions politiques et économiques les amènent à considérer souvent avec inquiétude ce que deviendra même leur entreprise. Les récents conflits en ont apporté une démonstration : si les ingénieurs des mines se sont déclarés solidaires des mineurs en grève, c'est en grande partie en fonction de leur inquiétude quant à l'avenir de la profession minière. La participation courageuse des ingénieurs de chez Neyrpic, au côté de l'ensemble des travailleurs, aux actions engagées contre la direction, démontre leur souci de voir préserver l'avenir de l'industrie française ».

On peut regretter toutefois que l'U.G.I.C. ne pose pas le problème d'une planification démocratique qui permettrait d'effectuer, avec le maximum de garanties pour les travailleurs, les conversions nécessaires.

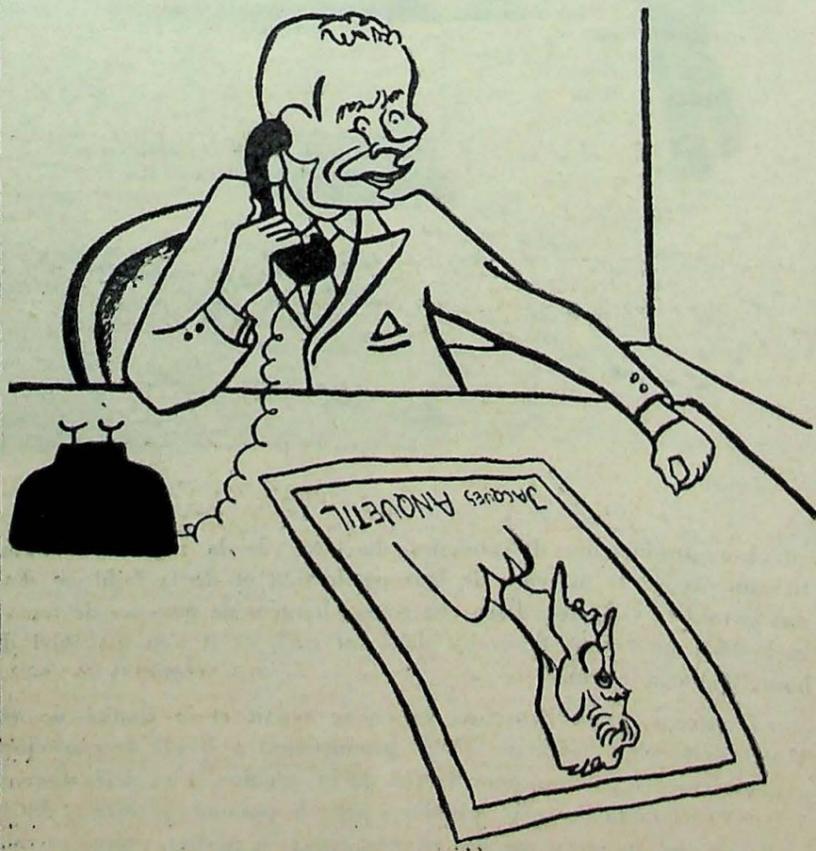
Par ailleurs les cadres C.G.T. demandent le redressement des rémunérations des cadres du secteur privé et du secteur public (par le moyen de conventions collectives nationales), l'allègement de la fiscalité qui pèse sur les salaires, l'amélioration des conditions de formation et de perfectionnement pour les ingénieurs, cadres et techniciens.

L'U.G.I.C. met d'autre part l'accent sur la nécessité de l'union avec les autres travailleurs au sein de la C.G.T. et de l'autonomie quant à l'élaboration et à la défense des revendications des cadres (d'où l'existence de syndicats nationaux à l'intérieur de chaque fédération).

René Le Guen a insisté enfin sur la nécessité d'une action commune avec les organisations de cadres F.O., C.F.T.C. et aussi C.G.C. (les récents congrès de cette organisation ayant fait une plus large place aux préoccupations des jeunes cadres).

En conclusion, André Berthelot, secrétaire confédéral de la C.G.T., qui présidait cette conférence de presse, a souligné que la C.G.T. entendait développer encore son influence parmi les cadres et que l'évolution de F.O. et de la C.F.T.C. augmentait les possibilités d'unité d'action, en attendant la réalisation de l'unité organique.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET



« Allo, mon général, ici, Frey. Cette fois, on a identifié celui qui se fait voir plus que vous à la T.V... »

MENACE POUR LES DROITS SYNDICAUX MENACE POUR TOUTES LES LIBERTÉS

éditorial

LE gouvernement croit avoir trouvé un bon prétexte, la grève du métro, et une bonne occasion, les premiers départs en vacances, pour faire passer sans résistance son projet de réglementation de la grève dans les services publics.

Il lui sera pourtant bien difficile de dissimuler la portée réelle de son initiative : ce que veut le régime, c'est lancer sa première offensive législative contre les organisations syndicales et commencer la destruction progressive des droits que les travailleurs ont conquis au cours de longues et dures années de luttes.

La hâte même du gouvernement devrait ouvrir les yeux aux plus naïfs et aux moins soupçonneux : à peine une semaine après l'arrêt de travail dans les transports en commun de la région parisienne, le texte de loi est soumis au Conseil des ministres, aussitôt adopté par celui-ci, aussitôt déposé devant les assemblées parlementaires afin qu'il soit voté au cours de la session, c'est-à-dire avant la fin du mois de juillet. Tout s'est passé comme si le ministre du Travail avait déjà son projet tout préparé et comme s'il avait seulement attendu le moment le plus favorable pour le tirer de ses dossiers.

N'en doutons pas, en effet : le gouvernement attendait son heure. Depuis quand ? A coup sûr depuis le mois de mars.

De Gaulle a essuyé alors une humiliation : les mineurs, par leur unité, par leur résolution, avec l'appui et la solidarité de l'opinion publique, se sont moqués du décret de réquisition qu'il avait signé lui-même à Colombey. C'était un échec insupportable pour le tempérament autori-

taire de l'homme comme pour la nature du régime qu'il a instauré. On pouvait être dès lors certain que de Gaulle et son gouvernement songeraient à prendre leur revanche et à prendre des mesures pour éviter de se trouver à nouveau devant une situation semblable. Après avoir affaibli et discrédité les partis politiques et les institutions parlementaires, ils devaient inévitablement s'attaquer un jour aux organisations syndicales.

Nous voici au début de l'offensive, conduite selon les règles habituelles de la stratégie gaulliste.

Première opération : on dresse l'opinion publique contre une catégorie limitée de travailleurs. La grève des mineurs avait été populaire. La grève du métro a indisposé la population parisienne. Alors, toute la propagande officielle, négligeant de parler du niveau des salaires, oubliant que le gouvernement refuse les pourparlers avec les syndicats ou les fait traîner en longueur, exploite le mécontentement et se répand en lamentations hypocrites sur le fait que les usagers sont les premières victimes des grèves des transports en commun.

Deuxième opération : on tente de diviser les travailleurs et d'éviter une résistance générale. Les nouvelles mesures, dit-on, auront un champ d'application rigoureusement limité : elles ne concernent que les services publics. Du reste les dispositions prévues ont un caractère anodin : elles n'imposent rien d'autre qu'un préavis de cinq jours. N'est-il pas excessif de pousser les hauts cris et de parler d'une menace

grave pour l'ensemble de la classe ouvrière et pour ses droits ?

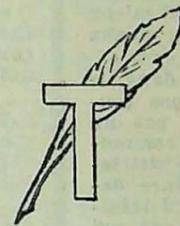
Pièges grossiers, où ne tomberont que ceux qui veulent se laisser prendre.

D'abord, il est évident que, dans un pays comme le nôtre, les travailleurs des services publics constituent une fraction considérable de la classe ouvrière. Limiter leurs droits, c'est diminuer la combativité de l'ensemble des salariés.

Ensuite, on sait bien que, dans un régime de réaction politique, le patronat se hâte d'écouter les pouvoirs publics lorsque ceux-ci s'attaquent aux droits syndicaux ou font preuve d'autoritarisme. L'histoire des luttes ouvrières en offre de nombreux exemples. L'actualité aussi, avec des affaires comme celle des usines Peugeot.

Tous les travailleurs, ceux du secteur privé comme ceux du secteur public sont visés par l'offensive du régime. C'est bien pourquoi les organisations syndicales, toutes les organisations syndicales, quelque jugement qu'elles aient porté sur les récentes grèves, ont déjà réagi avec vigueur contre les projets gouvernementaux.

Il faut que l'ensemble des forces démocratiques les soutiennent dans cette bataille et les aident à s'assurer la compréhension et l'appui



de l'opinion publique, en montrant que, sous un régime tel que le régime gaulliste, toute limitation des droits syndicaux constitue une nouvelle et grave menace pour les libertés de tous les citoyens.

EN MARGE D'UNE CAMPAGNE

ALORS que des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants portent sur leurs corps les stigmates indestructibles de la barbarie O.A.S., alors que les ruines fumantes de la bibliothèque de l'Université d'Alger sont à peine relevées, alors que le râle des blessés achevés dans les hôpitaux par la rafale de mitrailleuse d'un tueur en quête d'héroïsme retentit encore dans nos oreilles, alors que les images des ratonnades et du racisme triomphant sont toujours dans nos yeux, alors que l'écho vibre encore des vociférations et des rythmes des nouveaux seigneurs qui manquent d'assez peu l'instauration de leur ordre nouveau, alors que nombre de bourreaux sont libres mais que les otages restent emprisonnés, voici que pour d'aucuns a sonné l'heure de l'amnistie !

Des libelles circulent, un hebdomadaire organise une campagne de pétitions et de signatures, des déclarations sont recueillies et largement exploitées, des propositions de loi sont déposées, une organisation enfin est créée. L'« Union française pour l'amnistie » qui organise et coordonne cette nouvelle conjuration se propose d'arracher au pouvoir ce qu'il faut appeler par son véritable nom : l'amnistie totale pour l'O.A.S., c'est-à-dire l'oubli, la prescription, la réhabilitation, voire la réparation.

Des arguments déjà utilisés

Les arguments utilisés n'ont pas changé : voici quinze ans ils furent utilisés par ceux qui déjà estimaient que le vichysme et la gestapo étaient de l'histoire ancienne et qu'il fallait savoir tourner la page. Les uns s'affirment aujourd'hui guidés par « un strict souci de justice » et « vouloir faciliter » les chances de réconciliation nécessaire entre Français univoquement divisés sur les exigences du patriotisme » (sic). D'autres déclarent que « sur l'interprétation des événements historiques d'une extrême complexité qui ont abouti à l'indépendance de l'Algérie, les Français

se sont divisés... Le bien de la patrie ne demande-t-il pas que celle-ci rassemble dans l'unité, au-dessus des diversités légitimes d'opinions, tous ceux qui, de bonne foi et pour répondre à la voix de leur conscience ont voulu la servir ? »

En d'autres termes « le bien de la patrie » exige sans aucun doute que MM. Salan, Challe, Jouhaud, Zeller et autres officiers doublement félons, que MM. Bidault, Soustelle, Susini, Perez, Lagailarde, Ortiz et quelques autres puissent reprendre librement le cours de leurs activités, regrouper leurs troupes, développer leurs contacts et, pourquoi pas, « remettre ça » !

Il faut, au passage, dénoncer cet effroyable abus moral, cette prostitution du verbe qui consiste à présenter aujourd'hui l'O.A.S. comme l'expression d'une « diversité légitime d'opinions », comme une version valable des « exigences du patriotisme ». Aurait-on déjà définitivement oublié ce qui fut l'agonie de cette gangrène, cette « politique de la terre brûlée » où l'O.A.S. trouva son véritable accomplissement et montra son authentique visage. Aurait-on oublié que l'O.A.S., ses chefs et ses hommes n'eurent jamais d'autres méthodes que la plus abjecte violence et que, faute d'arguments politiques pour défendre une cause indéfendable, ils ne purent s'illustrer qu'à la bombe, au plastic, au couteau, au hold-up et que leur autorité fut celle de la terreur.

Que furent ces hommes pour lesquels aujourd'hui on demande l'oubli, la virginité politique ? Un livre récent, écrit par une militante de l'O.A.S., Anne Loesch, nous brosse une fresque impitoyable de l'organisation « tout entière composée d'arriéristes impuissants et de cons sadiques ou froussards ». Portrait incomplet sans doute, mais quel aveu. Et comment ne pas croire celle qui fut la compagne de Jean Sarradet, chef des commandos Z, porte-parole de l'O.A.S. Algérie-Sahel ? Comment oublier aussi que l'O.A.S., fruit pourri de dix-sept années de guerres colo-

niales aussi atroces qu'inutiles, s'était en toute connaissance de cause retranchée de toute forme de civilisation ? (Comment oublier que ses hommes avaient délibérément rejeté toute morale, toutes les notions du droit naturel et que leur drapeau n'était que celui de la réaction la plus vile et la plus basse ? Rejetant tout ce qui n'était pas l'expression de leur seule volonté, ils ont abandonné toute communauté avec les valeurs qui donnent à l'espèce humaine sa dignité.

Le respect et la fidélité

Ce n'est pas la haine absurde qui nous guide lorsque nous rejetons aujourd'hui toute idée d'amnistie O.A.S. Non. C'est au contraire le respect et la fidélité aux valeurs que précisément l'O.A.S. a niées et combattues. Nous ne nous attachons pas seulement au fait que la plupart de ceux qui, aujourd'hui, réclament l'amnistie sont ceux qui, hier, approuvaient les violences faites au nom du patriotisme et justifiaient la perversion des âmes et des corps par les nécessités de la guerre, ce qui rend à jamais suspecte toute initiative de leur part. La morale et les exigences de la justice et de la vérité ne peuvent s'accommoder de la parure du caméléon et s'adapter aux circonstances du moment.

Certes, parmi les détenus d'aujourd'hui au titre de l'O.A.S., il y a un nombre importants de jeunes, de distributeurs de tracts et de porteurs de valises, coupables de délits mineurs. Il y a ceux qui ont été trompés abominablement. Il y a ceux dont on a exploité les réactions passionnelles, les angoisses. Il y a ceux, garçons et filles, dont l'adolescence a été marquée par une guerre qui leur a été imposée comme naturelle et dans l'ordre des choses. Il y a ceux qui se sont trouvés pris dans un engrenage d'où rien ni personne ne pouvait les sortir. Il y a les paumés, les orphelins, les désaxés, qui ont subi l'événement mais qui n'ont pu l'assumer.

Alors, pour ceux-là, oui, la liberté, la grâce, la chance de pouvoir repartir à zéro et, qui sait, peut-être de réussir quelque chose de bien. Leur âge, leurs souffrances leur ont fait mériter cette chance. Personne n'a le droit de la leur refuser.

Mais il y a les autres. Les chefs. Ceux qui ont conçu la « doctrine », donné les ordres, préparé les plans. Ceux qui savaient où ils allaient, ce qu'ils voulaient. Ceux qui ont trompé, menti. Ceux qui ont joué sur les passions, qui les ont exacerbées en sachant que c'était le seul moyen d'arriver à leur but mais aussi d'empêcher toute solution raisonnable. Ceux qui n'ont pas craint de mettre en égalité leur volonté de puissance avec le sort d'un million d'hommes. Ceux qui, des années durant, ont préparé l'opinion, l'ont conditionnée, ont préparé l'affrontement final. Alors pour ceux-là, pas de grâce et jamais d'amnistie ! Pour eux, la justice, déjà, a été fort clémente. L'amnistie serait une nouvelle insulte à toutes les victimes, la négation de toute forme de justice.

L'amnistie pour ces derniers ne serait qu'un encouragement au meurtre, une prime à la violence raciste, les palmes du martyr pour la subversion. Car ces gens n'ont pas renoncé. Il suffit pour s'en convaincre de lire attentivement la presse qui exprime leurs options. Ce qui a été raté sera recommencé. L'amnistie, aujourd'hui comme demain, ne serait pas un acte de justice, mais un déni. Preuve évidente de faiblesse, d'un esprit de composition avec le crime, elle marquerait le renouveau d'une éthique que nous combattons et qu'il faut abattre, définitivement. Le refus de l'amnistie aux tueurs et à leurs chefs marque seulement notre volonté de mettre hors d'état de nuire à tout jamais ceux qui ont choisi de détruire tout ce qui donne un sens à notre condition d'hommes. La démocratie ne peut composer avec les assassins. Ou alors, elle en meurt !

Louis Houdeville.

SUR LE FRONT DE L'AGRICULTURE, REcul DU GOUVERNEMENT

A l'heure où nous écrivons, après les manifestations violentes de Perpignan et d'Avignon, après les barrages de tracteurs et de camions dans la vallée de la Durance, après la marche sur Marseille, les agriculteurs du Midi semblent avoir mis une sourdine à leurs protestations véhémentes contre l'effondrement des cours et la mévente qui frappent leurs produits. Il est vrai que surpris par l'ampleur des manifestations, le « pouvoir qui ne recule pas » a une fois de plus reculé très vite.

Des mesures hâtives

Et d'annoncer la suspension des importations : après celles des abricots, celles des pêches et des raisins de table. Et d'annoncer des mesures d'aide à l'exportation : nous allons expédier des pêches en Allemagne, a dit M. Pisani, et envoyer des pommes de terre en Amérique latine par sous-marin ! Sans compter l'augmentation des contingents de tomates pour la fabrication de concentré.

Tout cela est bel et bon. Mais ces mesures seront-elles suffisantes pour apaiser le mécontentement des producteurs et n'auraient-elles pu être envisagées plus tôt ? A cela, si on en croit Le Monde du 4 juillet, de Gaulle aurait répondu que « le responsable est le Bon Dieu » et que « les manifestants feraient mieux de s'adresser aux évêques qu'aux préfets ».

Certes, la prévision dans le domaine agricole n'est pas toujours facile et ce n'est pas un hasard si, dans les pays communistes, où l'économie est strictement planifiée, l'agriculture demeure une sorte de talon d'Achille. Cependant, dans le cas qui nous occupe, le gel prolongé de l'hiver ne rendait-il pas probable un recul des récoltes de primeurs et une abondance exceptionnelle au printemps ? Qu'a prévu le gouvernement pour faire face à cette situation ? Son imprévoyance risque de coûter cher à la nation car il faut maintenant aider les producteurs en difficulté et indemniser les fournisseurs étrangers auxquels nous sommes liés par des contrats.

Pour une organisation des marchés agricoles

Lors du débat à l'Assemblée nationale, M. Pisani a invité les agriculteurs à s'organiser, à s'aider eux-mêmes s'ils veulent bénéficier de l'aide de l'Etat pour l'écoulement de leurs produits. Sage conseil. Il semble d'ailleurs que les Jeunes Agriculteurs s'en soient déjà avisés. S'ils ne répugnent pas aux pressions nécessaires sur les Pouvoirs publics par le moyen de l'action directe, il n'entendent user de celle-ci qu'à bon escient. Ils savent que les barrages sur les routes sont impopulaires et plus encore la destruction des produits, à laquelle doit être préférée la vente à bas prix ou la distribution gratuite dans les quartiers pauvres des villes. Ils prennent conscience des problèmes de sélection, de conditionnement des fruits et légumes destinés à l'exportation. Ils ne sont pas contre toutes les importations en provenance de l'étranger — ce qui serait absurde — mais demandent que celles-ci soient planifiées et ne soient pas abandonnées aux négociants. Ils sont pour une organisation rationnelle des marchés agricoles qui les protège autant que possible contre les coups de sort et qui abaisse les prix de vente en raccourcissant les circuits de distribution et en supprimant les intermédiaires inutiles.

Il est vrai que pour l'heure les consommateurs ne profitent guère de l'effondrement des cours à la production. Un kilo d'abricots, acheté 30 centimes au producteur dans la région de Perpi-

gnan est encore vendu 2 F à Paris ; un kilo de pêches acheté 33 centimes dans le Roussillon, est vendu 1 F (ou 70 centimes dans la région de Valence, 2,20 F à Paris) ; quant aux tomates achetées 50 centimes, elles

valent 1,20 F à Paris. Ce n'est pas le moindre aspect du problème.

Ajoutons qu'il ne suffit d'ailleurs pas d'organiser la distribution si un effort n'est pas fait dans le même sens au niveau de

la production. A quoi bon, par exemple, irriguer la région languedocienne si c'est pour augmenter une production de vin déjà pléthorique ?

Maurice Combes.

La révolution silencieuse : une explication du monde paysan

DES barrages de tracteurs sur les routes, des C.R.S. qui chargent grosse levée, des tomates et des abricots qui servent de projectiles, des blessés, des arrestations, encore une fois le début de l'été est marqué par des manifestations paysannes. Dans ce climat surchauffé, où l'émeute n'a été parfois évitée que de justesse, il est passionnant de lire le livre de Michel Debatisse, secrétaire général du Centre national des jeunes agriculteurs (1).

« La Révolution silencieuse est un livre qui a pour but de faire mieux comprendre le monde des paysans de notre temps », a écrit Michel Debatisse.

travailler douze heures par jour, être libre le dimanche, pouvoir se payer un vélo, aller au cinéma, sortir avec les autres : les copains, les filles. »

Les organisations

Les témoignages abondent dans le livre, mais ils étaient nécessaires pour faire ressortir l'importance du bond en avant qui a eu lieu grâce aux initiatives des jeunes, le plus souvent de la J.A.C., dès la fin de la guerre. Ces jeunes qui ne voulaient pas être exploités sont ceux qui, aujourd'hui, s'acharnent à faire passer leur uni-

prix que sur celle des structures. Un des mérites du C.N.J.A. est certainement d'avoir compris que cette question était essentielle.

Cette compréhension nouvelle de la situation est due à la volonté d'une équipe de jeunes militants d'observer leur monde et de remédier à ses manques.

L'affaire Gabin

Cependant, trois raisons ont poussé à un passage des activités de la J.A.C. à un syndicalisme jeune-paysan :

— l'exigence d'efficacité : il faut des structures pour véhiculer des idées ;

— la découverte de la nécessité d'un dialogue ;

— le sentiment d'un malaise profond de l'agriculture française : exploitations aux structures désuètes, marchés inorganisés, faible niveau de vie.

Bien sûr la création d'un syndicalisme nouveau n'a pas été sans poser de problèmes, sans heurter les idées des hommes en place et même d'une grande partie de la paysannerie. Puis Michel Debatisse nous décrit une période proche : la loi d'orientation agricole, la loi complémentaire, l'affaire Gabin.

L'affaire Gabin, si elle a posé le problème des cumuls de terres, a aussi mis en relief une des principales revendications des jeunes agriculteurs : celle de la sauvegarde de leurs responsabilités.

Pas de nouveau XIX^e siècle

« Est-ce utopique de vouloir assumer le progrès technique tout en gardant aux hommes leurs responsabilités, leur dignité, leur liberté ? Oui sans doute, si les phénomènes économiques sont subis passivement. Mais est-ce inéluctable ? L'évolution du siècle dernier dans le monde industriel doit-elle se reproduire comme un calque fidèle ? Si, pour le règne du laisser-faire et du libéralisme, des millions d'hommes ont perdu le droit de disposer d'eux-mêmes, cela doit-il se renouveler dans une économie planifiée organisée ? Nous ne le pensons pas. »

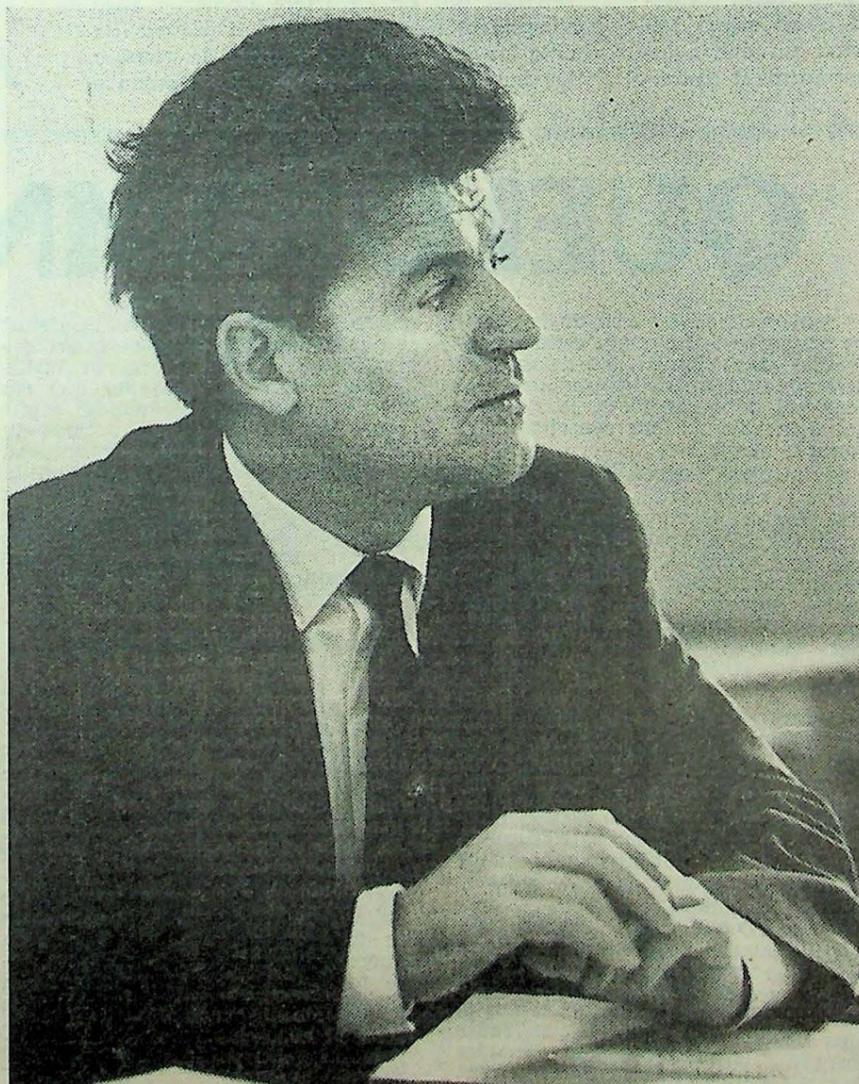
Cela suppose une participation des travailleurs à la définition des objectifs économiques et sociaux, et c'est ce qu'analyse l'auteur dans un dernier chapitre : « La participation au niveau de l'entreprise, des branches professionnelles, des régions, du pays, de l'Europe, est la condition d'un véritable progrès des hommes et de l'économie. »

Cet ensemble d'attitudes nouvelles de la paysannerie surprend, choque ou enthousiasme, et mérite donc d'être connu, mais il est certain qu'il est profondément révélateur de la mue dont parle François Bloch-Lainé dans sa préface.

Ce livre traite avec foi de « ces jeunes qui sont pauvres et sans ressources » et conclut : « Le progrès doit sortir de leur cerveau et non pas de leurs poches » (2).

Remy Grillaut.

(1) La Révolution silencieuse : le combat des paysans, par Michel Debatisse. Editions Calmann-Lévy.
(2) Gordon Wright : The Red and the Black in rural France (« The Yale Review », automne 1962).



Michel Debatisse.

(Photo Windenberger.)

« Une révolte sereine, lucide et rapidement efficace. » (Bloch-Lainé.)

lisse dans son avant-propos, et par des récits l'auteur fait découvrir les aspects dramatiques de la situation paysanne. Ainsi un jeune syndicaliste breton exprime sous une forme abrupte ses aspirations d'adolescent :

« Le monde paysan était un monde de culs-terreux, de mal décroûtés, de pauvres types. Le métier d'agriculteur, une condition d'infortune pour gens ne sachant pas faire autre chose. »

« Je rêvais de devenir mécanicien pour être quelqu'un. Etre quelqu'un, pour moi, cela voulait dire ne plus

vers du Moyen Age à l'ère électronique.

Une fois mis en lumière l'état économique et psychologique de la paysannerie, l'auteur étudie l'évolution des organisations professionnelles. Bien souvent, sous la III^e République, les intérêts paysans étaient gérés de l'extérieur. Cependant, à la Libération, des agriculteurs prennent en main leurs destinées. Hélas ! Ce sont presque toujours des représentants des grosses exploitations, et leurs soucis se portent plus sur la question des

EN SURVOLANT
LE MONDE...

CHINE-URSS

La fin d'un mythe

« L'OCCIDENT doit savoir que le communisme russe a des racines nationales, qu'il est déterminé par l'histoire de la Russie : la seule connaissance du marxisme ne suffirait pas à nous guider ici. » Cette phrase que l'on pourrait attribuer à un homme politique capitaliste est extraite tout simplement d'un livre de Nicolas Berdiaev écrit en 1935. 1935-1963, le nationalisme, vieil ennemi, a résisté victorieusement aux coups du temps et Khrouchtchev, comme Mao Tsé-toung, est en train de sacrifier l'unité, mot sacré pourtant dans la bouche d'un communiste, à une notion bien capitaliste : la patrie.

Cette conférence de Moscou qui réunit dans un grand secret retrouvé pour l'occasion les émissaires de deux mondes qui n'ont déjà plus rien de commun, cette conférence marque la date la plus importante de l'histoire du communisme. On dit bien souvent que les mouvements historiques ne sont pas perceptibles immédiatement et que ce qui semblait important hier, dans dix ans ne sera plus qu'une péripétie ; on dit que l'Histoire nous échappe... il semble cependant qu'à Moscou, cette semaine, on soit arrivé à une date qu'apprendront peut-être les écoliers de l'an 2000 : la fin du mythe unitaire marxiste léniniste.

La perte de la Yougoslavie n'avait été, après tout, que la perte d'un rameau. Cette fois-ci, c'est le trône qui se fend en deux. La cohabitation de deux mondes dans le même système se révèle impossible. L'embourgeoisement de l'Union Soviétique face à la misère chinoise, la nation russe face à la nation chinoise : nous en sommes là. Il est des vérités dures à découvrir et même si depuis 1956 l'on sait que les difficultés allaient grandissantes entre les deux grands du communisme, même si objectivement on arrivait à analyser les raisons des divergences, le chemin est dur pour le militant convaincu.

Souvenez-vous d'Aragon : « Qu'importe à présent qu'on nous tue, la Chine s'est mise en commune, nous avons fait des clairs de lune. » Des communes aux cent fleurs, de l'acier fondu dans les villages aux disettes que le grand frère russe ne voulait plus résorber à cause d'une certaine coexistence pacifique, à cause d'un certain Staline, à cause d'une certaine bombe atomique que les Russes possédaient et que les Chinois auraient bien voulu posséder.

Russe avant d'être communiste

La nation russe est Russe avant d'être communiste ; elle est empire avant d'être système. Ses dirigeants ont retrouvé le bon vieux réflexe nationaliste. Qui les suivra demain ? Qui saura distinguer entre le Lénine de Mao et celui de Nikita ? La casure se fera, tout le monde s'y attend ; entre les pauvres et les riches, les Chinois tiennent tous les partis communistes asiatiques, les Russes tiennent les partis occidentaux. La bataille la plus âpre se déroulera en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud. Mais de toute façon, le communisme, en tant qu'idée dynamique, recevra un coup sérieux.

Déjà, les partis faibles ne résistent pas : le P.C. belge vient d'éclater cette semaine, écartelé entre ses « Russes » et ses « Chinois ». D'autre part, la Chine, en se posant comme le champion de l'égalité et de la non-intervention au sein du monde communiste, est bien capable de lézarder le formidable glacis soviétique.

Déjà la Roumanie prend ses distances et entend bien faire payer. d'une manière ou d'une autre, son alignement forcé sur Moscou. Les thèses chinoises ne sont pas pour déplaire à certaines directions staliniennes mal blanchies comme celle de l'Allemagne de l'Est, par exemple.

La montée du niveau de vie soviétique, conséquence d'un effort méritoire, certes, mais conséquence aussi des ressources fournies par des pays satellites, cette montée, qui dit que la Tchécoslovaquie est prête à l'appuyer

encore longtemps sans prétendre, elle aussi, à son enrichissement, au nom d'un communisme ou plus égalitaire, ou plus national ?

Un désarroi certain

L'éparpillement de ses alliés, l'effondrement du mythe de l'unité communiste, tout cela devrait logiquement conduire l'Union Soviétique à se rapprocher des Occidentaux. La plus grande crise du monde communiste ne peut que favoriser des adoucissements de la politique russe, en même temps qu'elle durcira l'attitude chinoise face au camp capitaliste.

Disons que dans un premier temps, et compte tenu d'un désarroi certain, nous verrons Khrouchtchev ou son successeur faire la trêve avec l'Occident, signer un traité de paix, consentir au désarmement nucléaire par peur de la bombe chinoise ; nous verrons les pays satellites de Moscou essayer de secouer le joug, de profiter eux aussi, pour les plus riches, de leurs ressources nationales. Nous verrons très certainement les Républiques Populaires pauvres rejoindre Pékin. Je pense à l'Albanie qui l'a déjà fait, ou à la Bulgarie.

Nous verrons dans un deuxième temps la formation d'un troisième bloc, celui du tiers monde, bloc des affamés dont la Chine sera le leader enfin trouvé. Il n'est pas exclu qu'un jour ou l'autre, nous voyions la Russie lutter aux côtés des capitalistes, contre le tiers monde en fusion. La crise sino-soviétique est grave parce qu'elle révèle que les anciens clivages que l'on croyait disparus à jamais dans le monde communiste, sont toujours à leur place.

Cette question n'est pas doctrinale, il s'en faut ; la doctrine n'aurait pas conduit des militants sincères au bord de tels abîmes ; non, cette rupture est plus inquiétante, c'est la séparation de deux mondes, de deux races, c'est le retour, pour la Russie, vers cet Occident qui l'a toujours fascinée. C'est aussi pour le monde communiste, son incapacité étalée au grand jour de triompher des préjugés, des frontières, des inégalités sociales.

C'est son incapacité à faire cohabiter et s'entraider deux révolutions à des stades différents. « Le monde, disait Chamfort, est partagé entre les gens qui ont trop de diners et pas assez d'appétit, et ceux qui ont trop d'appétit et pas assez de diners. » Le système communiste a buté là-dessus, comme les autres.

Un fossé qui se creusera

Les sept négociateurs russes et les sept négociateurs chinois peuvent prendre toutes les décisions qu'ils veulent, M. Kennedy peut se froter les mains, il n'empêche que chaque seconde qui passe creuse un peu plus le fossé qui existe entre les pays sous-développés, et les pays industrialisés. A moins d'un effort colossal des nations riches, cet effort exigeant évidemment l'abdication de toutes vies militaires et nationalistes, ce fossé se creusera de plus en plus. Qu'on y songe, un jour viendra où la révolte sera inévitable ; à nous de prouver que ce que nous proposons peut éviter cette calamité plus grave que l'effondrement de n'importe quel système, même si ce système a pu apporter à l'humanité un peu plus de bien-être. Rien n'est parfait, rien n'est immortel...

Michel Joch.

françois maspero
éditeur

romancero
de la résistance espagnole

ANTHOLOGIE POETIQUE
BILINGUE

par Dario Puccini

21 F

« Une sorte d'épopée collective ».

Claude Roy.

« Le plus beau monument que l'on puisse rêver d'élever, dans le domaine littéraire, à la gloire de l'héroïsme du peuple espagnol en lutte pour sa liberté ».

« Les Livres ».



chansons
de la nouvelle résistance
espagnole

CHANSONNIER
BILINGUE

par S. Liberovici

et M.-L. Straniero

9 F 90

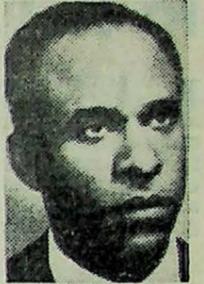
« La musique et les paroles des chansons secrètes, naïves et féroces par lesquelles le peuple espagnol exprime sa colère... Jaillis des lèvres du chanteur populaire, quelques vers qui mériteront dans le florilège espagnol une place d'honneur ».

R. Escarpit.

frantz fanon
les damnés de la terre

13 F 90

(21^e mille)



ROBERT PARIS

histoire du fascisme
en Italie

I. — DES ORIGINES A
LA PRISE DU POUVOIR

18 F 80

« Il était difficile de faire plus complet, plus intelligent, et le grand public trouvera dans cet ouvrage autant d'intérêt que l'historien de matériaux ».

F. Fontvieille-Alquier (Libération).

A. L. MORTON & G. TATE

histoire
du mouvement
ouvrier anglais

18 F 80

L'ouvrage classique de l'histoire du socialisme anglais, retraçant son développement depuis les origines jusqu'au Labour Party.



Fidel Castro

● FIDEL CASTRO PARLE

Textes de la révolution cubaine, présentés par J. GRIGNON-DUMOULIN.

15 F

● fidel castro

CUBA ET LA CRISE DES CARAIBES.

8 F

Des ouvrages de base
sur l'Afrique en 1963

MICHEL MERLIER

Le Congo de la colonisation
belge à l'indépendance.

18 F 80

PERRY ANDERSON

Le Portugal et la fin
de l'ultra-colonialisme.

9 F 90

P. KESSEL et G. PIRELLI

Le peuple algérien
et la guerre.

45 F

J. BERQUE, J. DRESCH, R.
DUMONT, E.M. BEN BARKA...

Réforme agraire au Maghreb.

9 F 90

JOMO KENYATTA

Au pied du Mont Kenya

9 F 90

VITTORIO LANTERNARI

Les mouvements religieux
des peuples opprimés.

18 F 80

N'GUYEN KIEN

Le
Sud-Vietnam
depuis
Dien-Bien-Phu

18 F 80

Le Vietnam flambe à nouveau. Ce livre est l'histoire d'une faillite. - Dans cette « guerre non-déclarée » qui fait rage la France a-t-elle encore un rôle à jouer ?

NAZIM HIKMET

en cette année

1941

9 F 90

Le dernier livre paru
avant la mort du grand
poète populaire turc.

CATALOGUE SUR DEMANDE

M
désire recevoir votre catalogue.

Adresse :
.....
.....

françois maspero - éditeur

21, rue Cardinal-Lemoine - PARIS - 5^e

Salut Copain ! envoie ton fric et tu auras des chansons

QUI a violé, s'il est vrai que des jeunes filles ont été abusées ? Qui a saccagé voitures, vitrines, bousculé des adultes et, dit-on, quel-que peu secoué les agents ? Ça, c'est l'affaire de la justice, et non celle des journalistes.

Tout de même, puisqu'il y a eu des dégâts, il doit y avoir des responsables. Le Papon de la police dit qu'il avait mis en place un millier d'agents, après avoir lui-même autorisé la manifestation de la Nation. Tout de

même, lorsque quinze cents ouvriers voulurent manifester contre les tortures et la guerre d'Algérie, le même Papon mobilisa plusieurs milliers d'agents, de barbouzes, de C.R.S. plus ou moins authentiques... et cela fit neuf morts au métro Charonne.

Les jeunes de la Nation sont — c'est bien connu — plus chahuteurs et plus bruyants que les ouvriers de Charonne, et n'importe qui pouvait se douter, après les exemples passés, que ça ne se passerait pas calmement.

Mais passons, car les responsabilités ne sont pas circonscrites à la seule police. Ce qu'il faut constater, c'est que 150.000 jeunes, ça peut représenter un ensemble explosif d'une rare puissance, surtout si quelques centaines de voyous peuvent facilement se mêler à eux et déclencher la... sur-
boom.

Certes il faut, tout d'abord, noter l'incroyable inconscience des parents qui favorisent leurs gosses dans la crainte de paraître *périmés* à leurs yeux. La vraie jeunesse — la jeunesse saine — nous l'avons trouvée dans des usines, dans des écoles, à l'Université. Nous en voulons la preuve dans la remarquable composition qui valut à un jeune de 19 ans le premier prix de philosophie au concours général, un jeune qui, cependant, aime le twist et les copains, mais qui a déjà un idéal de vie, malgré ses inquiétudes sur l'avenir.

Tous, il s'en faut, ne sont pas ainsi. Et ce sont ceux-là que je voudrais défendre, car ils sont, à leur corps défendant, les jouets des « gougnafiers » qui exploitent la jeunesse. Pour ces trafiquants, cette dernière est une clientèle ; elle est le nombre ; elle est emballée, généreuse souvent, ignorante toujours des combines des adultes.

Des preuves, nous les avons trouvées dans les scandaleuses réponses faites par l'un des organisateurs de la nuit de la Nation à un journaliste d'une feuille du soir. Comme on faisait remarquer au personnage que des violés, des voitures défoncées, des vitrines saccagées, cela était beaucoup, au lieu de s'indigner comme tout le monde de ces violences ou les regretter, il ne trouva à répondre que ceci : « Au cours du dernier week-end, 50 personnes sont mortes sur les routes, il y a eu 25 hold-up, alors... » Et il a ajouté : « Au Japon, il y aurait eu 100 morts ! »

Après cela, il n'y a qu'à tirer l'échelle !

Pauvres gosses qui ne peuvent se rendre compte que le lancement des « pseudo » et très provisoires vedettes du rock aide à rendre extrêmement florissant le commerce des disques. Connaissant l'enthousiasme de la jeunesse on l'amène à l'Olympia, à l'Alhambra. On la chauffe préalablement en diffusant une, deux, dix fois par jour, des enregistrements — en annonçant bien sûr le nom de l'éditeur. Mais le support des ondes ne suffit plus. Alors on lance un journal ; ce journal, on pourrait le donner gratuitement puisque tout est payé par la publicité, mais les deux cents balles de chaque numéro, ça fait tout de même un beau paquet au total et tout est bon à prendre... même les enveloppes des « public relations » des industriels du disque. Et les dirigeants de ce poste privé parlent de vertus et de moralité avec des majuscules dans la voix.

Les jeunes, là-dedans, que deviennent-ils ?

Ils marchent parce que rien d'autre ne leur est offert. Les Johnny, Sylvie, Moustique et autres pantins hurleurs ; ils ne leur en veulent même pas d'encaisser, grâce à eux, des milliers ou des millions de francs, ni aux fabricants de disques de déculper leur chiffre d'affaires, ni aux postes privés d'encaisser la publicité, ni à la radio, en général, de seriner les mêmes rythmes hystériques. Que leur offre notre société d'adultes : carence de professeurs, manque de locaux scolaires, insuffisance de stades, impéritie en matière de logements, incapacité à prévoir un avenir autre que celui qu'on bâtit dans la préparation de la guerre nucléaire...

Des éducateurs, on n'en trouve pas faute de vouloir les payer décemment. C'est pourquoi notre jeunesse suit d'autres éducateurs ; ceux qui, pour la distraire, l'emmènent à la Nation pour lui offrir un spectacle gratuit — pour elle — mais rentable pour eux-mêmes.

Vous cherchez les responsables des désordres de la Nation, bourgeois qui avez, imprudemment, laissé vos filles libres de s'y rendre ? Regardez-vous dans une glace, vous les verrez... mais les reconnaîtrez-vous ? Bien sûr, il y a des voyous parmi les copains, mais il y a aussi ceux qui en vivent, comme vous, bourgeois apeurés et attendris ; vous vivez de l'exploitation capitaliste et de la sécurité par les armes.

Si vous voulez sauver les copains, donnez donc à la jeunesse des raisons de vivre qui soient plus élevées que le papelard conformisme bourgeois.

Il y aura un peu moins d'« idoles », et un peu plus de professeurs.

Mais, de grâce, qu'on ne nous fasse pas le coup de la jeunesse suédoise, dépravée, paraît-il, parce qu'elle s'ennuie. La vraie jeunesse ne s'ennuie pas. Quand elle s'interroge elle est inquiète de l'avenir. Quand elle juge les adultes, elle est déçue. Mais elle sait, en fait, que l'avenir sera à elle, si nous ne gâchons pas l'existence de la planète. En attendant, notre exemple ne lui laisse d'autre alternative que d'oublier qu'elle est venue trop tôt dans un monde déjà trop vieux. Alors elle chante, elle hurle, cette jeunesse inquiète, elle danse et quelquefois elle fait du bruit pour couvrir ses grincements de dents.

Mais qu'on y prenne garde. Qu'on ne laisse pas les douteux animateurs des « copains » consolider leur autorité sur cette jeunesse. Car, demain, cette dernière, par le nombre, pourrait faire la loi.

Ça serait « croulant » d'avoir élu démocratiquement au suffrage universel, comme chef de l'Etat, un quelconque « copain des copains » qui ferait un « salut » à la nation. Pourquoi pas ? Puissance du transistor, décomposition, morale, gréganisme, combine et lâcheté... Mais, c'est déjà la V° !

B. Ady.

Les dernières grèves de la R.T.F. : Ubu au pouvoir

LA semaine dernière, une grève surprise a immobilisé à nouveau les émissions d'informations de la R.T.F. Le public a manifesté sa mauvaise humeur — et il a eu raison. Le gouvernement mijote son projet de limitation du droit de grève dans les services publics.

Nul doute qu'il peut paraître abusif que six techniciens puissent priver plusieurs milliers d'auditeurs d'un service qu'ils ont le droit d'exiger en payant la taxe. Mais on se garde bien d'expliquer franchement les raisons de ces mouvements intempestifs.

La direction a fixé la durée du travail à 45 heures par semaine pour tout le personnel ; mais, en raison des sujétions imposées à ces techniciens, un accord était intervenu, ramenant cette durée à 43 heures. Le tableau de service établi par la suite ne tenait nullement compte de cette disposition particulière. D'où le mécontentement manifesté et l'arrêt du travail.

Mais pourquoi cette mesure extrême qu'est la grève ? Parce que tous les problèmes internes à la R.T.F. sont désormais réglés à l'échelon ministériel. Autrement dit, les directeurs ne disposent d'aucune autorité réelle et l'arbitre qui devrait être l'autorité de tutelle (le ministre) disparaît lui-même. On ne peut être, à la fois, juge et partie.

En fait, il n'y a plus d'autorité à la direction de la R.T.F. Exemple : en vertu d'un accord, les journalistes de la R.T.F. ont droit à une augmentation automatique, en fonction des augmentations légales dans l'ensemble de la presse. L'augmentation de 3,45 % — qui n'est pas contestée — aurait dû être appliquée depuis janvier 1963.

Il y a un directeur du personnel, un directeur administratif, un chef des services financiers. Chacun de ces personnages aurait pu — ou dû — soumettre au directeur général, ou à son adjoint, le texte de la décision permettant le déblocage des crédits nécessaires. Ces derniers auraient pu — ou dû — s'inquiéter de l'application de cette mesure.

Rien n'est encore fait, ni prévu, au mois de juillet, malgré les protestations syndicales.

Cet exemple — entre autres — explique comment l'initiative des travailleurs peut aboutir à une action de grève, devant l'inertie des pouvoirs publics et d'une direction sans autorité.

Cependant le ministre ne reste pas inactif, ni à l'U.N.R. qui s'intéresse de très près la R.T.F. et à l'avenir de ceux qui servent aveuglément le gaullisme. A une récente commission paritaire des journalistes, l'Administration a dressé une liste des promotions et augmentations de salaires : à l'échelon 8 figure M. Chauveau, au salaire de 3.800 F par mois. Chauveau est, depuis 1958, détaché au cabinet du général de Gaulle. Il n'appartenait pas à la R.T.F. auparavant.

Autre cirer de bottes : M. Gouley. Moins fortuné, il est l'homme à tout faire du ministre de l'Information. Il bénéficie, cette fois, d'un avancement lui permettant de sauter — d'un seul coup — deux niveaux et d'accéder à l'échelon 6. Journaliste bégayant — quoique fort aimable — c'est lui qui, en fait, contrôle la politique Peyrefitte dans l'établissement R.T.F.

Enfin, toute l'équipe Marcillac (ce dernier devient, lui aussi, sous-directeur) va bénéficier des faveurs du régime U.N.R.

Quant aux journalistes qui attendent d'une longue carrière un avantage toujours promis, ils attendront encore. Ils attendront l'avènement d'un régime où la détention d'une carte de parti ne vaudra pas un certificat de qualité professionnelle. Ils attendront aussi une R.T.F. indépendante de tout gouvernement.

Et, dans l'immédiat, les syndicats n'ont vraiment pas d'autres moyens d'obliger le gouvernement à remplir ses engagements qu'en paralysant les services publics par la grève. Le public n'a d'autres ressources que de grogner. C'est le royaume d'Ubu.

B. R.

Radio et Télévision au service de l'éducation populaire

« LES rapports entre la télévision et les pouvoirs publics, et en premier lieu les gouvernements, les rapports de la télévision avec les forces sociales, les partis, les syndicats de travailleurs, les associations familiales, les organisations familiales, etc., les relations entre la télévision et les forces économiques (notamment à propos de la publicité télévisée) font l'objet un peu partout de réflexions, de recherches, de revendications, de campagnes... L'issue de ces affrontements ne saurait nous laisser indifférents, et l'information sur la nature, l'enjeu et le déroulement de ces conflits est elle-même un aspect indispensable de toute action de formation civique que les animateurs de l'éducation populaire peuvent être amenés à lancer dans nos sociétés. »

C'est en ces termes que s'explique M. Joseph Rovay, en introduction du numéro spécial de la revue « Télévision et Education populaire ». Ce bulletin trimestriel (il a 90 pages) dévelop-

pe les conclusions particulièrement intéressantes du remarquable rapport Pilkington sur la B.B.C. et les télévisions anglaises, ainsi que les projets de réforme de la Radio et Télévision italiennes et la proposition de loi présentée par M. Fréville, qui a pris la succession de M. Diligent dans l'action du M.R.P. tendant à réformer l'ordonnance du 4 février 1959 relative à la Radiodiffusion et Télévision française.

Alors que s'agitent, autour de la Télévision française et de la future seconde chaîne le monde de la politique et celui des affaires, ainsi que les lobbies de la presse et de la publicité, il est vivement recommandé de lire les études de « Télévision et Education populaire ». La France n'est pas le seul pays concerné par l'influence — et l'existence — de la radio et de la télévision. Mais alors que la R.T.F. aborde sans franchise le problème de la publicité (elle en fait et prétend n'en pas faire) ainsi que celui de l'influence du gouvernement et de la politique sur ses program-

mes, en Angleterre aussi bien qu'en Italie, ces problèmes sont abordés de front.

Peut-on dire que la Grande-Bretagne n'est point un pays démocratique ? Sir Harry Pilkington conclut son enquête dans des termes que les citoyens français, qui s'inquiètent de la valeur civique de la R.T.F., devraient méditer. Parlant de la B.B.C. et de l'I.T.A. (c'est l'organisme de la Télévision indépendante, c'est-à-dire n'appartenant pas à la B.B.C.) le rapporteur dit que la responsabilité de ces deux organismes implique — pour qu'ils aient la haute autorité compatible avec leurs responsabilités — une indépendance réelle non seulement vis-à-vis des interventions gouvernementales, mais aussi la capacité et le désir de résister à toutes pressions qui, si on leur cédait, seraient néfastes à une bonne radio-télévision. Et sir Pilkington ajoute que c'est aux gouverneurs et directions de la B.B.C. et de l'I.T.A. que l'autorité appartient et que ce sont eux — et non le gouvernement — qui

doivent nommer les responsables aux postes-clés directoriaux.

On ne peut tout citer dans cette remarquable étude. Retenons encore — car cela devrait servir d'exemple en France — l'opposition du rapporteur anglais à la création d'une chaîne strictement spécialisée dans la radio-télévision éducative, craignant, non sans raison, une diminution de qualité sur les autres chaînes et n'attirant qu'un public restreint, irait ainsi à l'encontre de la finalité éducative du plus grand nombre, c'est-à-dire de la masse du public.

Nul doute que les bulletins de « Télévision et Education populaire » (1) intéressent le large public des enseignants qui ont compris l'importance extrême des moyens audio-visuels pour le développement de l'instruction et de l'éducation civique.

Benoist-Bidot.

(1) 21, rue Cassette, Paris-6° ; le numéro : 250 F.

ECHOS DES ENTREPRISES

Qu'appelle-t-on progrès ?

520.000 en 1938 ; 350.000 en 1963 pour un trafic considérablement accru.

Cela ne suffit pas. Exemple : la veille automatique et son application !

Malgré les compliments d'une presse bien pensante sur leur conscience professionnelle, les cheminots ne se laissent pas duper. Ils sont d'accord sur la modernisation de leur instrument de travail, à la condition toutefois que le progrès technique profite au plus grand nombre et non à quelques grands patrons désireux de se mettre en vedette en instaurant de nouvelles méthodes d'exploitation qui signifient trop souvent une fatigue supplémentaire, une tension accrue pour les agents.

Quoi qu'en disent l'administration et l'U.N.R., le mouvement de protestation contre la veille automatique n'a pas été une grève contre le progrès, puisque ce système existe déjà !

Ce qui est en jeu, c'est la suppression du second agent de conduite, alors que le système le plus perfectionné restera toujours susceptible de dérèglement, d'où une sécurité rendue chaque jour plus aléatoire pour des milliers de voyageurs. Rappelons-nous, voici quelques mois, le train brûlant la gare par suite d'un malaise du conducteur.

Sans parler d'un isolement moral déprimant sur les grands parcours, l'agent de conduite privé de son aide verra sa tâche augmentée d'autant et soumis à de nouvelles servitudes limitant davantage encore ses mouvements (pression à maintenir constamment sur les commandes pour éviter le freinage automatique après quelques secondes de relâchement).

Le vrai problème reste celui des effectifs.

Hélas, hélas, hélas ! C'est tellement plus complexe que de donner une étoile à un Massu ou d'envoyer le Chariot Circus en province !

Entendu le 7 juin à St-Lazare

Devant les voies désertes, les commentaires habituels des usagers vont bon train (sans jeu de mots déplacé).

Un monsieur important et décoré, industriel de son état, clame son indignation de ne pouvoir regagner Le Vesinet dans les minutes qui suivent. « S'ILS ne sont pas contents, qu'ILS cherchent un autre métier ! »

Passe un chauffeur, encore tout imprégné de combustible, qui répond : « D'accord, Monsieur, je permute avec vous. »

LE SYNDICALISME EST UN IMPORTANT MOYEN DE LUTTE. C'EST UNE DES BASES DE LA DEMOCRATIE SOCIALISTE DE DEMAIN.

REJOIGNEZ LES RANGS DES CENTRALES OUVRIERES.

gfp ou grslonso-déresmentlg s
(Extraits de L'Étincelle, bulletin du groupe des cheminots P.S.U. de la gare Saint-Lazare.)

Le billet de Jean Binot

BREDOUILLE

Le génial général, flanqué de six de ses commis, s'en fut donc la semaine dernière pour on ne sait plus quelle mission historique.

S'en fut chez son ami Konrad, flanqué de six commis, d'où il revint hélas ! comme il était parti.

Ça n'avait pas collé non plus pour l'agriculture.

Décidément l'Intendance ne suit toujours pas.

Il restait à nos radio-perroquets de pouvoir nous expliquer que le torchon brûle entre Pékin et Moscou.

Dieu merci ! entre Washington et Londres, d'une part, et Paris, de l'autre, tout va pour le mieux.

Et voici la Bonn Allemagne qui s'en mêle.

Informations

Pont-Audemer : succès total !

Le deuxième tour de l'élection complémentaire municipale à Pont-Audemer (Eure) a vu le succès total (quatre élus pour quatre postes à pourvoir) (*) de la liste d'Action sociale, démocratique et laïque, liste présentée avec le soutien de la C.G.T., de la C.F.T.C., du S.N.I., de l'A.N.A.C.R., du P.C.F. et du P.S.U.

En effet, si au premier tour cette liste avait déjà eu la majorité absolue, au deuxième tour elle renforce cette majorité, l'avance moyenne de la liste de gauche sur celle de droite passant de 236 à 327 voix.

Dans notre compte rendu de la semaine dernière, si nous disions espérer avoir deux élus supplémentaires (pour trois postes restant à pourvoir), c'est que nous avons craint l'élection sur la liste de droite du directeur du C.E.G. garçons (école publique) qui, on est arrivé ou on ne l'est pas, s'était présenté sur cette liste, pensant être élu avec les voix de droite et de gauche, mauvais calcul pour ce « monsieur », les électeurs de gauche n'étant pas tombés dans le piège. Il faut d'ailleurs apprécier toute la saveur de la profession de foi de ce candidat « malheureux » qui était pour toutes les libertés et celle de l'enseignement.

La conclusion que nous pouvons tirer de cette élection est que la politique de front socialiste que nous préconisons s'est réalisée, chaque organisation ayant sur un pied d'égalité donné son accord pour préparer cette liste.

La C.G.T., la C.F.T.C., le S.N.I. et le P.S.U. ayant ensemble choisi les candidats (deux ouvriers mécaniciens cégétistes dont l'un secrétaire syndical de la plus importante usine de la ville, l'autre administrateur de la caisse d'A.F. : deux instituteurs, l'un ancien secrétaire de mairie et ayant des responsabilités au sein d'une association de constructeurs, l'autre P.S.U., responsable d'activités au sein du Comité d'action laïque) en prenant pour critère l'honnêteté politique, syndicale, professionnelle et morale de chacun d'eux, en tenant compte également de leurs chances respectives.

La C.G.T., la C.F.T.C., le S.N.I. et le P.S.U. ayant ensemble débattu du programme à soumettre aux électeurs, croyez que cela a été facile et agréable, l'esprit de camaraderie et de solidarité des travailleurs ayant prévalu avant tout.

Nous devons dire que cette entente des forces de gauche a été d'autant plus facile à réaliser que depuis les comités d'union antifasciste des contacts réguliers ont toujours lieu entre nous.

Voici, camarades, à quoi mène une action continue sans arrière-pensées et compromissions. Croyez que nous en sommes fiers et heureux.

(*) Un élu au premier tour.

Amnistie franquiste

L'amnistie accordée par Franco « en hommage à la personne auguste du pape Paul VI » semble avoir été étudiée pour se moquer avant tout de la personne auguste. Laquelle personne, alors qu'elle était cardinal, aurait bravé Franco en lui demandant de pardonner un étudiant antifasciste menacé de la peine de mort.

Une analyse du décret d'amnistie nous a donné le résultat suivant : sur un total de 60 ans de prison infligés, Franco fait une remise de 13 ans « en hommage... », etc.

Par contre, le condamné à plus de 20 ans de prison — mettons 20 ans et demi — sera immédiatement libéré, s'il a purgé 20 ans de réclusion effective...

La portée limitée de ce décret montre la peur panique de Franco à desserrer l'étau de la répression. Elle prouve en outre que l'amnistie en Espagne reste une conquête des travailleurs, et qu'elle ne peut être obtenue que par la lutte à fond contre le régime franquiste.

Ce qui revient à Dieu

Au cours d'un récent dîner à l'Elysée, César dit : « Nous sommes le seul pays stable et solide. C'est la chose que j'ai apportée et qui durera après moi. » (Cf. Le Monde du 4 juillet.)

Des convives ayant évoqué la crise paysanne qui assombrit un tantinet le tableau de la stabilité, César ré-

pliqua que cette chose-là n'était pas de son ressort mais revenait au bon Dieu qui avait provoqué une surproduction des fruits et légumes. Et d'ajouter : « Les agitateurs paysans devraient s'adresser à l'évêque plutôt qu'au préfet. »

Les libations au dîner se poursuivant, chacun a pu continuer à dire n'importe quoi.

Vive la coopération !

Il y a un peu plus d'un mois, paraissait au Journal officiel un décret d'annulation de l'Union des populations camerounaises (U.P.C.). Aucun motif invoqué, aucun commentaire officiel ou officieux !

Dès lors, on pouvait s'attendre à de nouvelles provocations de la part du gouvernement français ; on connaît le processus : on dissout l'association et, une fois le cadre juridique mis en place, on pourchasse les militants. Désormais, c'est chose faite. Il y a une semaine, un étudiant camerounais, qui terminait sa licence de mathématiques à Nancy, a reçu un avis d'expulsion lui donnant huit jours pour quitter le territoire : encore une fois, aucune précision.

Inutile d'épiloguer sur les conséquences personnelles (études, argent) pour notre camarade.

Mais, bien plus, va-t-on laisser se déclencher une répression en règle, à cette époque de vacances, où l'on est moins vigilant ?

Que faut-il penser, enfin, d'un gouvernement qui affiche partout sa volonté de coopération, mais qui, dans les faits, envoie 80.000 mercenaires français, dont le général Briand et le colonel Bigard, pour venir à bout de la résistance du peuple camerounais contre le gouvernement Ahmadou Amdjo !

Ne laissons pas le gouvernement agir à sa guise et se prêter à des manœuvres, qui seront difficiles à oublier par le peuple camerounais.

ILLE-ET-VILAINE : SAINT-MALO VOUS ATTEND

La Section P.S.U. de la région Malouine organise pour les adhérents et sympathisants, une permanence tous les Dimanches de 10 h. à 12 h. à la Maison du Peuple, avenue Jean-Jaurès à SAINT-MALO, et ce à dater du Dimanche 7 Juillet.

Tous les camarades des autres sections de France, en vacances dans la région, y seront les bienvenus.

Les étudiants français et allemands face au traité

Le communiqué publié à la suite du voyage du général de Gaulle en Allemagne fait état d'un accord portant création d'un Office franco-allemand de la jeunesse. « Cet accord a pour but d'encourager les échanges entre jeunes Allemands et jeunes Français ». Il sera administré par un conseil mixte franco-allemand.

Rappelons qu'une délégation de l'U.N.E.F. avait rencontré les dirigeants de l'Association allemande des étudiants (V.D.S.) les 20 et 21 mai précisément pour évoquer ce sujet. L'U.N.E.F. soulignait alors l'importance de la somme prévue (25 millions de francs actuels) alors que la globalité des subventions accordées aux organisations de jeunesse en France ne dépasse pas les 10 millions. En outre, au Haut Comité de la Jeunesse, le détail de ce projet n'avait même pas été envisagé.

Emanation directe de la présidence du Conseil, l'Office doit en réalité prendre place dans la panoplie des mesures de « rapprochement » franco-allemand gaullistes. M. Maurice Herzog avait pratiquement signé le protocole d'accord avec son homologue allemand dès le 18 juin. L'annonce officielle en avait été retardée pour figurer dans le communiqué final des rencontres de Gaulle-Adenauer.

La nouvelle ne surprend donc personne (T.S. avait d'ailleurs signalé l'existence du projet dans une page « Jeunesse »). La question qui se pose désormais concerne le conseil mixte dans lequel siègeraient des représentants d'organisations de jeunesse. Lesquelles acceptent ?

E. C.

LES THESES DU P.C. CHINOIS :

Léninisme et Revisionnisme moderne F 6,30

D'où proviennent les divergences ? F 7,20

Deux ouvrages reprenant intégralement des discours, articles, éditoriaux et documents récents du P.C. Chinois

La Cité - Editeur
10, Métropole, Lausanne

Diffusion pour la France :
F. MASPERO - Editeur
21, rue du Cardinal-Lemoine, PARIS-V^e

PAUPERT Jean-Claude et 7 autres anticolonialistes sont en prison : ils ont lutté pour l'indépendance de l'Algérie.

De Gaulle refuse leur libération. Il les garde comme monnaie d'échange pour faire avaler l'amnistie de centaines d'O.A.S. assassins.

PAS D'OTAGES ! Libérez PAUPERT ET SES CAMARADES!

1/4 de colombier
Prix : 0,10 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi - Paris

Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 10 au 16 juillet

7 HOMMES RESTENT A TUER

avec Randolph SCOTT

Au même programme

LE PIGEON

de Mario MONICELI

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 10 au 16 juillet

LA PAROLE DONNÉE

(V.O.)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F

6 mois 15 F

1 an 28 F

Soutien 50 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
62-61, rue La Fayette Paris (9^e)

Théâtre LE LABORATOIRE PUR

LE Prix des Jeunes Compagnies a été décerné à Jorge Lavelli, pour la présentation du *Mariage de Witold Gombrowicz*.

Cette récompense à un metteur en scène brésilien de vingt-huit ans n'a pas surpris : les « concurrents », quoique responsables dans l'ensemble de spectacles honnêtes, ne mettaient finalement en lice rien qui supportât véritablement la comparaison. Lavelli, en effet, révélait en l'œuvre de Gombrowicz un véritable « dictionnaire des idées reçues » du théâtre d'avant-garde, d'Artaud à Ionesco.

Il montrait surtout un talent évident de régisseur, talent exprimé dans une mise en place raisonnée des acteurs évitant ces jeux de scène gratuits qui sont l'apanage des « faiseurs », un recours efficace à un parti pris de décors métalliques. Et puis il s'agissait véritablement d'une « jeune » compagnie. Marcel Cuvelier, Yves Gasc, P.-A. Jolivet, en regard, apparaissaient comme de vieux routiers.

Le concours des Jeunes Compagnies constitue le thermomètre du théâtre à venir. De ce point de vue on ne peut qu'être déçu. De plus en plus l'orientation semble accusée : le laboratoire pur. Le théâtre va doucement, dans sa partie disons « consciente », vers l'abstraction que Planchon voici trois ans présentait.

En même temps qu'un développement des « mass média » — le théâtre de grande diffusion se réfugiant sur les écrans de télévision — un aménagement du public, une mutation de l'écriture tendent à mener, selon les termes de Planchon, « le théâtre-fresque » au « théâtre peinture-déchevalet ».

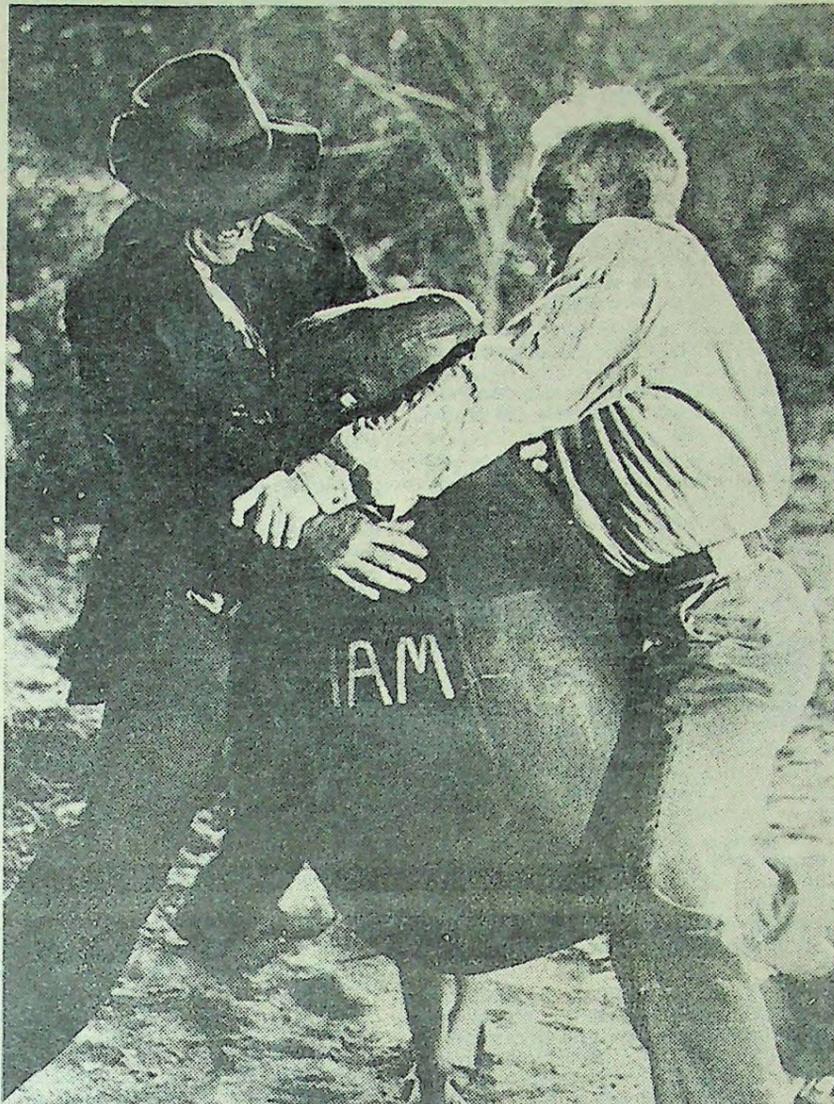
Le théâtre dit populaire semble devenir l'apanage de la province (T.N.P. non compris bien sûr). Est-ce un mouvement irréversible ou une crise passagère ? Depuis cinquante ans le théâtre français vit des « crises passagères ».

E. C.

Du silence et des ombres

Cinéma

de Robert Mulligan



Découvrir la faune étrange des « pieds blancs ».

Un « homme de couleur » est accusé d'avoir violé une Blanche. C'est un crime qui ne pardonne pas dans le Sud de la libre Amérique où le Noir est catalogué depuis des lustres comme obsédé sexuel. Le délit est difficile à prouver, mais les jurés, au moment du procès, n'ont pas besoin de preuves ; la parole de la « victime » leur suffit ; ou celle de son père, même s'il s'agit d'un iroquois invétéré. Ce sont là des faits que tout le monde... ne connaît pas. Les enfants, par exemple, qui ne viennent pas au monde avec la haine raciale dans les yeux.

Car l'originalité du « Silence et des ombres » est de découvrir la faune étrange des « pieds blancs » de l'Alabama avec les yeux de deux enfants : ceux de l'avocat chargé de la défense de l'accusé. James et sa petite sœur en sont à l'âge des parties de cache-cache. Ils se sentiront vite concernés, pourtant, par la méfiance qui entoure leur père (Gregory Peck) ; et, les circonstances aidant, le mystère de la forêt tropicale où ils s'aventurent avec crainte deviendra sans aucune mesure avec la stupeur éprouvée devant la découverte de cette imbecillité hideuse : le racisme.

Ce regard d'abord étonné, puis craintif, indigné et résolu, c'est celui que beaucoup d'entre nous ont posé pendant de longues années sur le cancer algérien. C'est avec ce même regard que nous voyons aujourd'hui à la T.V. les images qui nous parviennent des émeutes raciales de Birmingham. Voilà pourquoi il faut être reconnaissant à Robert Mulligan d'avoir réalisé « Du silence et des ombres ». Voilà pourquoi il faut voir ce film courageux. En dépit de quelques imperfections mineures, « Du silence et des ombres » reste une œuvre de notre temps.

Jean-Jacques Vernon.

QUINZE JOURS AILLEURS

AVEC ce film, Minelli nous donne un somptueux mélodrame, agréable à regarder, plein de sentiments juriels et grandiloquents, d'un irréalisme total et exempt d'ennui. Kirk Douglas y est un acteur déchiré, qui « se relève » de la folie et de l'alcoolisme en allant tourner un film à Rome ; il découvrira en lui les ressources nécessaires pour repartir du bon pied, malgré tous les amis qui l'entourent et qui, en réalité, l'enferment dans sa déchéance.

Edward Robinson campe un metteur en scène « génial », Cyd Charisse une femme fatale, Rossana Schiaffino une petite Romaine pure et désintéressée. Tout le monde est au rendez-vous. Mais l'on peut regretter le temps où Minelli, quand il parlait du monde au cinéma, faisait, avec le même Kirk Douglas, les Ensorcelés. Le regret qui imprègne tout le film est-il autobiographique ?

M. R.

Défense d'y toucher de Sténo

« Défense d'y toucher » est un vaudeville plus riche en ficelles qu'en surprises véritables. On voit venir les gags, souvent ; mais on rit parfois, au cours de cette histoire de Don Juan de maison de couture touché par la grâce d'une pseudo demeure. Vous rirez donc si vous n'êtes pas trop exigeant ; si vous aimez bien Francis Blanche et Sophie Desmarets... et si vous appréciez, comme moi, les camisolés en nylon vaporeux.

J.-J. V.

MUSIQUE

Haute fidélité

LA haute fidélité mériterait d'avoir une appellation contrôlée. Nous avons tous vu, sinon acheté, des appareils de 300 F qui prétendaient être HI-FI, hélas !

Les nouvelles techniques de reproduction sonore nous donnent des disques qui contiennent au minimum la gamme des sons comprise entre 30 et 15.000 C/S. Il faut les reproduire, pour cela la condition première est d'avoir une tête de lecture qui en soit capable. Seules les têtes aïtes à réluctance variable ou magnétique, par opposition aux têtes piezo-électriques en sont capables, leur inconvénient est qu'elles donnent un niveau de sortie très faible qui nécessite un préampli qui peut être constitué d'une à quatre lampes. Il faut en outre absolument avoir un contrôle aigu et grave séparés. En remontant nous trouvons l'ampli qui doit être assez puissant pour ne fonctionner qu'avec une faible partie de sa puissance maximum, de manière à éviter les distorsions. On peut dire qu'en la matière la qualité est inverse du rendement. Il ne servirait à rien d'avoir amené le son convenablement jusqu'aux haut-parleurs si ceux-ci ne pouvaient « sortir » ce qui leur est proposé. Malgré les progrès de la technique, le haut-parleur doit répondre à deux conditions inconciliables, il doit être petit pour pouvoir reproduire les aigus et grand pour reproduire les graves, d'où la nécessité d'avoir au minimum deux H.P. Les petits H.P. sont de prix abordables, il n'en est pas de même des grands. Pour pallier cet inconvénient des baffles astucieux ont été mis au point. Vous devez savoir que vous ne pouvez obtenir une reproduction convenable sans un H.P. de 21 cm minimum et de bonne qualité. Vous aurez intérêt à voir le matériel de « Radio Bois », 175, rue du Temple, avant tout achat, cette maison construit et vend son matériel sans intermédiaires. Pour le prix dont vous disposez, vous trouverez difficilement aussi bien, à moins de construire vous-mêmes. Emportez un ou plusieurs disques d'essai, la maison n'en possède pas. Je répondrai en la matière à toute demande complémentaire.

Pierre Bourgeois.

Livres

NON A LA FORCE DE FRAPPE

de Jules MOCH

LES minutemen et les polaris ont pris la place des skybolts. Mais il n'est pas impossible qu'ils soient interceptés par les Sam 3. D'ailleurs, si l'agresseur lance le first-strike en contre-forces on n'échappera quand même pas aux effets de l'exhalation.

Vous ne comprenez rien à ce vocabulaire ?

Lisez donc le livre que vient de publier Jules Moch : Non à la force de frappe (1). Tout vous deviendra fort clair et vous verrez qu'il ne s'agit pas d'une histoire de science-fiction, mais du sort de l'humanité tout entière. L'auteur possède une grande maîtrise dans l'art si difficile de la vulgarisation. Prenant le contre-pied des experts, dont il dit « qu'ils utilisent un langage hermétique, ésotérique, qui persuade les profanes de leur propre ignorance et de la science des spécialistes », Jules Moch met à la portée du lecteur le moins préparé les problèmes d'armement, de stratégie, de diplomatie, d'économie.

La première victime de cette opération de salubrité, c'est évidemment, comme nous l'annonce le titre, la force de frappe gaulliste. Voici en quelques lignes le bilan d'une discussion minutieuse : « Nous posséderons vers 1970 quelques dizaines de bombes atomiques — des modèles de 1945 — la plupart chargées de plutonium, le début de la production d'uranium à Pierrelatte ne pouvant encore être prévu. Les bombes devront être transportées par des avions assez rapides, mais à rayon d'action insuffisant, dont on doit admettre que 70 à 90 p. 100 seront abattus, avec leurs charges, par la défense ennemie longtemps avant qu'ils ne survolent leur objectif. Leur valeur militaire sera donc négligeable, si leur coût demeure astronomique. »

Les deux premières parties de cette étude peuvent être considérées comme un manuel indispensable à tous ceux qui, déjà persuadés du caractère néfaste et ridicule de l'entreprise gaulliste, se font un devoir de la combattre et de faire partager leur conviction au plus grand nombre possible de nos concitoyens.

Mais les deux dernières parties ne présentent pas moins d'intérêt. Elargissant le débat, Jules Moch a situé la force de frappe française dans le contexte de toute la situation internationale. Nous trouvons ainsi d'excellents raccourcis sur tous les aspects de celle-ci.

Peut-être le mérite principal de ce livre est-il de donner au lecteur une sensation de vertige : vertige devant les « progrès » des armements qui se développent au rythme des progrès de la science moderne, vertige devant le gaspillage des ressources de l'humanité, vertige devant la fragilité de « l'équilibre de la terreur », vertige devant le risque de « dissémination » des armes de destruction de masse.

En conclusion, Jules Moch, qui se prononce sans hésiter pour « le désarmement nucléaire unilatéral », c'est-à-dire pour l'abandon sans conditions de la fabrication par la France de bombes A ou H, montre que l'humanité sera exposée à un risque de destruction totale si un accord général de désarmement, bien entendu simultané et contrôlé, n'est pas réalisé à très bref délai entre les plus grandes puissances.

R. V.

(1) Editeur : Robert Laffont, 270 pages.

CINE-CLUB "Tribune Socialiste"

Lundi 15 juillet, à 19 h., réunion constitutive du « Cine-Club T.S. », à la rédaction du journal, 8, rue Henner. Tous les lecteurs de « Tribune du Socialisme », intéressés par les problèmes du Cinéma, art de masse, « de tous le plus important », sont cordialement invités. Ordre du jour : Objectifs à définir pour la saison prochaine et répartition des tâches. Si vous ne pouvez pas assister à cette importante réunion, écrivez-nous pour nous faire part de vos suggestions.

A CHEVAL

Un western par jour, pendant trois semaines, c'est ce que propose le cinéma « Napoléon » (à Paris) aux amateurs de « grands espaces ». Les 10, 18 et 26 juillet : « Les grands espaces » (précisément) de William Wyler ; puis « Les cavaliers », de John Ford, les 11, 19 et 27 ; « Fort Massacre », de Joseph Newman, les 12, 20 et 28 ; « La Rivière de nos amours », de André de Toth, les 13, 21 et 29 ; « Les sept Mercenaires » de John Sturges, les 14, 22 et 30 ; « Comanche », de Georges Sherman, les 15, 23 et 31 ; « Le Desperado de la plaine », de R. G. Springsteen, les 16 et 24 juillet et le 1^{er} août ; « Geronimo », de A. Laven, les 17, 25, 2. (V. O. exclusivement.)